

Afghanistan: situation sécuritaire dans le district de Nejrab, province de Kapisa

Recherche rapide de l'analyse-pays

Berne, 3 mai 2018

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail: info@osar.ch

Internet: www.osar.ch

CCP dons: 10-10000-5

Version française

COPYRIGHT

© 2018 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes:

1. Quelle est la situation en matière de sécurité dans le district de Nejrab, province de Kapisa?
2. Les haut-gradés de l'armée afghane, ainsi que leur famille, font-ils l'objet de menaces de la part des talibans ou d'autres groupes armés d'opposition ?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

2 La situation en matière de sécurité dans le district de Nejrab, province de Kapisa

Violence dans la province de Kapisa principalement liée à la lutte d'influence entre le gouvernement et les talibans et à la rivalité entre *Jamiat-e Islami* et *Hezb-e Islami*. Selon *Fabrizio Foschini*, un analyste de l'*Afghanistan Analysts Network* (AAN), la province de Kapisa serait sociologiquement divisée en deux parties. Dans le sud, la population soutiendrait plutôt les insurgé-e-s, tandis que dans le nord la population serait principalement loyale à *Jamiat-e Islami* et les talibans n'y auraient que peu de soutien (AAN, 24 avril 2012). Dans cette région, la violence en 2015 aurait, selon une source anonyme citée par le *Bureau européen d'appui en matière d'asile* (EASO) (décembre 2017), surtout été liée à des tensions politiques entre des membres de ce groupe et *Hezb-e Islami*. D'après *Obaid Ali*, un analyste de l'AAN, en 2014 et 2015, les talibans contrôlaient une grande partie des districts de Tagab et Alasai (AAN, 6 avril 2015). Un article du *New York Times* (NYT) notait en novembre 2014 que dans ces districts, ainsi que dans celui de Nejrab, le gouvernement devait se contenter « d'opérer dans l'ombre » (NYT, 22 novembre 2014).

District Nejrab : contrôle et influence entre talibans et gouvernement. Selon le site *Long War Journal* (LWJ), qui observe de manière continue la situation dans les districts d'Afghanistan sur la base de données *open source*, le district Nejrab est depuis l'automne 2014 parmi les districts disputés («*contested*») entre le gouvernement et les talibans. La source pour cette analyse est un article du NYT du 22 novembre 2014. D'après l'*Institute for the Study of War* (ISW), cité dans le rapport de EASO (décembre 2017), en mars 2017, les talibans contrôlaient une grande partie de Tagab et de petites portions de Nejrab et Alasai. Ces 3 districts étaient considérés comme largement favorables aux talibans. En mars 2017, les talibans ont proclamé contrôler 95 pour cent des territoires de Alasai, 70 pour cent de Tagab et 50 pour cent de Nejrab. A noter que de son côté, l'*Inspecteur Général Spécial pour la Reconstruction de l'Afghanistan des Etats-Unis* (SIGAR, 30 janvier 2018) considère que 6 des 7 districts de

la province de Kapisa comme étant sous influence du gouvernement (à l'exception du district de Koh Band, qu'il considère comme étant contrôlé par le gouvernement). Dans cette perspective, les forces de sécurité afghanes seraient plutôt dominantes dans ces districts mais feraient l'objet de fréquentes attaques de la part des talibans.

Problèmes sécuritaires concentrés dans le sud de la province, y compris dans le district de Nejrab, avec un impact sévère sur la population civile. EASO (décembre 2017) rapporte qu'entre le 1er septembre 2016 et le 31 mai 2017, un total de 137 incidents de sécurité a été enregistré dans la province. La majorité de ces incidents était constituée de confrontations armées et d'attaques aériennes (97) et d'explosions (25) et étaient concentrés dans les districts de Tagab (67) et Nejrab (40). Dans son rapport annuel sur la protection des civils dans le conflit en Afghanistan, la *Mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA)* observe que la violence dans la province de Kapisa a fait 101 victimes civiles pendant l'année 2017, dont 34 morts et 67 blessés. La première cause était les confrontations armées, suivi par les engins explosifs improvisés (IED) et les meurtres ciblés (UNAMA, février 2018). Les médias (*Pajhwok*, 24 août 2017; *Al-Jazeera*, 17 mai 2017) ont également rapporté, en mai et août 2017, plusieurs incidents d'explosions ayant fait des victimes aussi bien civiles que policières dans le district de Nejrab. En décembre 2015, *Pajhwok* a rapporté que dans ce district les talibans avaient mis le feu à une dizaine de maisons de membres de la police locale (*Afghan Local Police – ALP*), forçant ceux-ci à chercher refuge à Mahmood Raqi, la capitale provinciale.

D'après *Obaid Ali*, cité dans le rapport de EASO (décembre 2017), en avril 2015 déjà, Nejrab était parmi les 3 districts les plus affectés par les problèmes de sécurité, avec Alasai et Tagab. En janvier 2014, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) indiquait que l'insécurité était un obstacle à l'accès humanitaire aux populations locales dans ces 3 districts (UNOCHA, janvier 2014).

Dégradation de la situation sécuritaire dans la province de Kapisa, et plus particulièrement dans le district de Nejrab depuis le début de l'année 2018 ; grand nombre de personnes déplacées à l'interne du pays à cause des combats. Depuis janvier 2018, les forces de sécurité afghanes ont lancé plusieurs opérations militaires pour tenter de regagner le contrôle des régions disputées du sud de la province, y compris le district de Nejrab (UNOCHA, 21 janvier et 18 avril 2018 ; *Pajhwok*, 12 avril 2018). L'intensification des combats a été accompagnée, selon UNOCHA (18 avril 2018), par des destructions de maisons, des dégâts sur des terres cultivées ainsi par un nombre inconnu de victimes. Un autre corollaire de la violence a été une augmentation significative du nombre de personnes déplacées dans la province, notamment dans le district de Nejrab. L'opération militaire «*Sairab*» a, à elle seule, forcé environ 7'000 personnes à fuir leurs maisons dans le district de Nejrab au cours de la troisième semaine d'avril 2018. D'après UNOCHA (18 janvier et 18 avril 2018), une grande partie de la violence qui a causé les déplacements depuis le début de 2018 s'est produite dans le district de Tagab et dans celui de Nejrab, et plus particulièrement dans les zones d'Afghania, de Pachaghan, et de Ghain.

AAN, 24 avril 2012:

«This small province may be still sociologically divided between a south which sympathises with the insurgents and a north where allegiance to Jamiat-e Islami makes community support for the Taleban less likely. But, as we said, it is a small province in the

middle of almost everything: it is easy for insurgents to try and reach Kapisa's capital and the neighbouring provinces» Source: Afghanistan Analysts Network (AAN), In Kabul's Shadow: the attacks in the provinces on 15-16 April, 24 avril 2012: www.afghanistan-analysts.org/in-kabuls-shadow-the-attacks-in-the-provinces-on-15-16-april.

Al-Jazeera, 17 mai 2017:

«At least three civilians, including two children, were killed on Tuesday in separate bomb blasts in Afghanistan, officials said on Wednesday. One of the explosions took place in Dar-e-Tapa village in the Nijrab district of Kapisa province, in an area where children were walking, provincial police chief Mohammad Razaq Yaqoubi told Al Jazeera. The roadside mine killed two children and wounded another two.» Source: Al-Jazeera, Civilians killed in separate bomb blasts in Afghanistan, 17 mai 2017: <http://www.aljazeera.com/news/2017/05/separate-bomb-blasts-kill-civilians-afghanistan-170517055524135.html>.

EASO, décembre 2017:

«According to AAN analyst Obaid Ali, in April 2015, the three districts with the worst security issues were Alasay, Tagab and Nejrab. In 2015, these southern districts accounted for most of the incidents causing civilian casualties in Kapisa.

(...)

According to US forces quoted in the New York Times in 2014, the Taliban in the area were described as 'disciplined forces that had been able to operate freely', able to 'issue and execute orders' with 'exacting' capability and precision in southern Kapisa. In 2014 and early 2015, it was reported that in Tagab and Alasay, the Taliban control was such that ANSF were allowed by the Taliban to go out of their bases only one hour a day to go to the bazaar, unarmed. In April 2015, AAN analyst Obaid Ali stated that the Taliban had established an administrative system governing Alasay district, including a military council, a finance department and even a detention centre. (...) In 2015, Tagab and Alasay judiciary moved to the provincial capital because of security risks. Instead, the Taliban were running courts in mosques or private houses. According to the U.S. Department of State (USDOS), in some areas of Kapisa province, Taliban enforced a parallel judicial system based on a strict interpretation of sharia. Punishments could include execution or mutilation. In August 2016, the Taliban accused a 20-year-old student of spying, kidnapped him, and killed him a week later. (...)

Violence in the northern districts in 2015, was more linked to political tensions between Hezbe Islami and Jamiat-e Islami. Kohband district, despite not hosting many supporters of the Taliban, was also said to host a variety of illegal armed groups that carry out assassinations and targeted killing on a daily basis, according to Obaid Ali. Commanders affiliated to Hezbe Islami and Jamiat-e Islami continuously fight each other. In the Durnama valley of the district, a lasting feud between competing commanders has disrupted people's lives. Girls were said to be kept at home from school because parents had feared they might be get caught in fire fights and schools often close altogether.

(...)

According to ISW, as of March 2017, much of Tagab and small parts of Nijrab and Alasay were under Taliban control. Large parts of these three districts were considered as 'high confidence Taliban support zones'. A stretch running through the remaining four districts of the province connected these areas with Parwan and Baghlan, and was considered a 'low confidence support zone'. In March 2017, the Taliban claimed, through their media site, Voice of Jihad, to control 95 % of the territory in Alasay district, 70 % in Tagab, 50 % in Nijrab, and to carry out guerilla attacks in the remaining four districts. (...)

The following table presents the number of security incidents per district in Kapisa Province:

Alasay	9	Mahmudi Raqi	10
Hisa-i-Awali Kohistan	4	Nijrab	40
Hisa-i-Duwumi Kohistan	4	Tagab	67
Koh Band	3		

(...)

During the reporting period, several clashes between security forces and AGEs occurred in the southern districts of Kapisa province. In October 2016, two Taliban militants were killed and a third wounded in a counterattack by security personnel in Tagab district, after the Taliban attacked security posts. According to a local resident, a civilian was injured during the Taliban attack on the security posts.

In early January 2017, security forces launched a large clearing operation in Tagab and Nijrab districts, called 'Ghubar 7'. According to government sources, dozens of AGEs were killed or wounded during this offensive. Many local residents were affected by the violence. According to local sources quoted by Tolo News, more than a thousand families in Tagab district were displaced due the ongoing operation and were in need of emergency assistance. Other local residents said three civilians sustained injuries when a mortar hit a civilian house in Tagab district during the operation. Security officials, however, rejected the claim. The Tagab-Surobi highway was reportedly blocked when fighting took place. According to a police spokesman, the operation in Tagab was ongoing in February 2017. He claimed that at least 27 villages of Tagab had been cleared of insurgents during the operation. ALP were deployed to the villages that were cleared.

In June 2017, eleven insurgents, including Taliban's shadow governor for Kapisa, were reportedly killed in an air strike. In the same month, according to the Kapisa police chief, 22 Taliban fighters were killed and 14 wounded during a clash with the residents of Baba Khail village.

In September 2017, a religious council chief was killed by unknown gunmen in Kapisa. In the reported period, the use of explosives increased in Kapisa among AGEs. They were regularly injured or killed by their own IED blasts. Civilians were also victims of roadside mines and other devices.» Source: European Asylum Support Office (EASO), Afghanistan Security Situation, décembre 2017, p.165-169: www.ecoi.net/en/file/local/1420598/1226_1514466342_easo-afghanistan-security-situation-2017.pdf.

LWJ, sans date (consulté le 1 mai 2018):

«Nijrab, Kapisa

Nijrab has been contested since the fall of 2014.» Source: Long War Journal (LWJ), Mapping Taliban Control in Afghanistan, sans date (consulté le 1 mai 2018): www.longwarjournal.org/mapping-taliban-control-in-afghanistan.

NYT, 22 novembre 2014:

«In areas like this [Tagab district, a mostly Taliban-controlled patch of Kapisa Province about an hour from Kabul], it is the government that operates in the shadows, following the dictates of the Taliban in order to stay alive. Afghan soldiers in Tagab district will not leave their base except for one hour each day starting at 9 a.m., when the Taliban allow them to visit the bazaar as long as the soldiers remain unarmed.

The situation in southern Kapisa Province has quietly become one of the greatest challenges of the war for the new government of President Ashraf Ghani. In the absence of international troops or their air support, the Taliban have eclipsed the legitimacy of government forces there and in several other parts of the country, in what many see as a worrying portent for the coming years. (...)

The convoy had been passing through Nejrab district, another insurgent hot zone, on its way from Tagab toward the provincial capital of Kapisa. The police chief had offered a New York Times reporter a tour of Tagab district center, but the trip could not continue when the ambush occurred. Instead, the police chief and his forces joined the battle.» Source: New York Times (NYT), Hour's Drive Outside Kabul, Taliban Reign, 22 novembre 2014: www.nytimes.com/2014/11/23/world/hours-drive-outside-kabul-taliban-reign.html?ref=world&r=1.

Pajhwok, 12 avril 2018:

«12 villages were cleared of fighters during an ongoing operation in the Nijrab district of central Kapisa province, police spokesman Mohammad Ayub Yousafzai said. Six militants and an Afghan National Army (ANA) soldier were killed and four fighters and five soldiers wounded, he said. Shah Agha, a resident of the area, confirmed to Pajhwok that the Taliban insurgents had escaped to Tagab and Ala Sai districts.» Source: Pajhwok, 16 Taliban killed, 8 injured in fresh security operations, 12 avril 2018: <http://www.pajhwok.com/en/2018/04/12/16-taliban-killed-8-injured-fresh-security-operations>.

Pajhwok, 24 août 2017:

«Two police personnel and as many civilians were killed in a roadside bombing in Nijrab district of central Kapisa province on Thursday. Kapisa police chief Mohammad Raziq Yaqobi told Pajhwok Afghan News the landmine ripped through a ranger pick-up vehicle in Pota area of the district today noon. He said the explosion left the district's rights manager, another civil servant, a police platoon commander and another policeman dead. There has been so far no claim of responsibility for the blast.» Source: Pajhwok, Roadside bomb kills 4 including civilians in Kapisa, 24 août 2017: <http://www.pajhwok.com/en/2017/08/24/roadside-bomb-kills-4-including-civilians-kapisa>.

Pajhwok, 16 décembre 2015:

«A Wolesi Jirga or lower house of parliament member on Wednesday said Taliban militants had torched a number of houses belonging to Afghan Local Police (ALP) personnel in Nijrab district of central Kapisa province. Mirdad Nijrabi, who heads the house internal security commission, told a news conference in Kabul the militants torched 10 houses of ALP members in Pachghan area of the district on Tuesday. He said the houses were set afire after Taliban militants were driven from the area jointly by local people and local police. He said the militants had also threatened ALP members with elimination if they continued working for the government. The lawmaker continued a large number of ALP members had migrated from Pachghan to the provincial capital, Mahmood Raqi, where they needed shelter and security. “The security situation may worsen if security forces do not coordinate with each other in Kapisa and possibly the Pachghan area will fall to militants,” he said. Nijrabi said militants had no ability to fight face to face with security forces and they wanted to weaken the morale of people with such arson attacks. Meanwhile, Kapisa police chief Brig. Gen. Abdul Karim Faiq confirmed that militants had torched the house of an ALP commander and some members of the force in Nijrab »

Source: Pajhwok, Taliban torch houses of ALP members in Kapisa, 16 décembre 2015:
www.pajhwok.com/en/2015/12/16/taliban-torch-houses-alp-members-kapisa.

SIGAR, 30 janvier 2018:

TABLE 1 - CATEGORIES USED BY RESOLUTE SUPPORT TO DETERMINE LEVEL OF DISTRICT STABILITY

Stability Factor	INS Control 1	INS Influence 2	Neutral 3	GIROA Influence 4	GIROA Control 5
Governance	No DG or meaningful GIROA presence. INS responsible for governance.	No DG and limited GIROA governance. INS active and well supported.	NO DG present and limited GIROA governance.	DG present and GIROA governance active. INS active but have limited influence.	DG and GIROA control all aspects of governance. Limited INS presence.
Security	INS dominate area. No meaningful ANDSF presence.	ANDSF activities limited. Collapse of district is expected.	ANDSF and INS both present in strength. Neither is able to dominate the area.	ANDSF dominate although INS attacks are common.	ANDSF dominant. INS attacks are rare and ineffective.
Infrastructure	INS control all key infrastructure within the district.	INS control most of the key infrastructure but some GIROA control remains.	Control of key infrastructure routinely passes between GIROA and INS.	GIROA control most of the key infrastructure. INS seek to gain control but are largely ineffective.	GIROA control all key infrastructure. INS unable to compete for control.
Economy	INS control the local economy. No effective GIROA taxation or wages paid. GIROA supply routes are closed.	INS taxation is dominant. Some effective GIROA taxation and wages paid in places.	Effective GIROA taxation and wages are paid but a shadow (and effective) system of INS taxation is also commonplace.	Effective GIROA taxation and wages are paid. A shadow system of INS taxation is present in some areas.	GIROA oversees a function in local economy with taxes collected and wages are paid. Minimal INS interference.
Communications	INS messaging is dominant across the area. GIROA messaging ineffective	INS messaging dominant but GIROA messaging is reaching the people.	Neither GIROA or INS dominate messaging.	GIROA dominate messaging but INS have an active IO campaign.	GIROA dominate. INS messaging is ineffective.
Stability Level (RS Criteria)	Under INS Control	Under INS influence	Contested	Under GIROA Influence	Under GIROA Control

Note: ANDSF = Afghanistan National Defense and Security Forces, DG = District Governor, GIROA = Government of the Islamic Republic of Afghanistan, IO = Information Operation, RS = Resolute Support.

Source: USFOR-A, response to SIGAR data call; 2/27/2016.

Province	District	Oct 2017 Assessment	Landmass [sq km]	Population
----------	----------	---------------------	------------------	------------

Kapisa	Alah Say	GIRoA Influence	303	47,000
Kapisa	Hisah-e Awal-e Kohistan	GIRoA Influence	88	82,000
Kapisa	Hisah-e Dowum-e Kohistan	GIRoA Influence	53	56,000
Kapisa	Koh Band	GIRoA Control	150	28,000
Kapisa	Mahmud-e Raqi	GIRoA Influence	184	90,000
Kapisa	Nejrab	GIRoA Influence	581	128,000
Kapisa	Tagab	GIRoA Influence	522	97,000

Source: Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), Addendum to SIGAR's January 2018 Quarterly Report to the United States Congress, 30 janvier 2018, p. 4, 10: http://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/Addendum_2018-01-30qr.pdf.

UNAMA, février 2018:

Province	Leading tactic or cause	Second highest tactic	Third highest tactic	Total civilian casualties	Compared to 2016
Kapisa	Ground Engagements	IEDs (non-suicide)	Targeted/Deliberate Killings	101 (34 deaths and 67 Injured)	-19% 

Source: UNAMA, Afghanistan: Protection of civilians in armed conflict, Annual report 2017, février 2018, p. 67: https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2017_final_6_march.pdf.

UNOCHA, 18 avril 2018:

«(...) in the third week of April 2018, ANSF has launched military operation (by the name of Sailab) in insecure areas (Afghania, Ghain, Pacha Ghan) of Nijrab district of the province to clear the area from Government Opposition Groups. Because of this operation there are reports about casualties, destruction of houses and damages to agriculture lands and orchards. This military operation and conflict between ANSF and Taliban has led displacement of more than 1,000 families (7,000 individuals), who settled in Maghdud Khil, Koramai, China, Tarinan, and Chokambaz villages of Nijrab district, while many of them displaced to secure districts of Kapisa, Kabul and other places, said head of DoRR. Some of the IDPs settled with their relatives, while many of them are spending their time in open space (under the tents or tarpaulins) in Nijrab district of Kapisa province. None of the organization including ARCS, and local government did not assist them with any of the humanitarian assistance yet and these IDPs are living in very bad life condition.» Source: OCHA, Operational Coordination Team (OCT), Kapisa Meeting Summary, 18 avril 2018: http://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/minutes_kapisa_oct_meeting_cr_18_april_2018.docx.

UNOCHA, 21 janvier 2018:

«Central Region: According to information from the ground, more than 2,000 people have been displaced from villages in Nejrab District, Kapisa Province, to the district centre and other villages due to military operations in the past two weeks. More than

500 people arrived in Kabul in secondary displacement from three provinces. Since beginning of last year, 22,441 people were verified as displaced in the Central and Capital regions, five per cent of the total displacement.» Source: OCHA, Afghanistan Weekly Field Report, 15 - 21 January 2018, 21 janvier 2018: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180122_afghanistan_weekly_field_report_15_-21_january_2018_en_0.pdf.

UNOCHA, 18 janvier 2018:

«Within the past two weeks of January, 2018, reportedly 400 new IDPs families (2,800 individuals) arrived to different districts of the province as following; due to military operations on going by ANSF, in Afghania and Pachaghan areas of Nijrab district resulted in mass displacement of local population from the mentioned villages to Chokambaz, Maghdod Khil and district center of Nijrab district and to Hisa-e-Awal Kohistan and Mahmud Raqi districts of Kapisa province. Reportedly, around 296 IDPs families (2,072 individuals) have been displaced to Nijrab districts center, while 104 more IDPs families (728 individuals) displaced to the province from insecure districts of Baghlan and Samangan provinces. OCT members reviewed the petitions and had interview with IDPs elders of two (Nijrab district, Baghlan and Samangan) groups, separately.»

Source: OCHA, Operational Coordination Team (OCT), Kapisa Meeting Summary, 18 janvier 2018: http://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/minutes_kapisa_oct_meeting_-_cr_18_january_2018.docx.

UNOCHA, 13 août 2017:

«Central: Within Nejrab district, Kapisa, more than 2,900 people were reportedly displaced by conflict. They had been displaced already in January but only handed in petitions with DoRR seeking assistance in August. Assessments are ongoing. Last week, more than 200 people reportedly have been further displaced from Doshi district in Baghlan to Kapisa Province. In 2017, a total of 11,588 people have been displaced to the Central Region, just over 6 per cent of total displacement country-wide.» Source:

OCHA, Afghanistan Weekly Field Report, 7–13 August 2017, 13 août 2017: http://www.ecoi.net/en/file/local/1406061/1788_1503324618_1308.pdf.

UNOCHA, janvier 2014:

«Humanitarian presence compared to the humanitarian needs in the province indicates that Kapisa is underserved by humanitarian actors. Tagab, Alasay and some parts of Nijrab districts remain of concern due to insecurity and limited humanitarian access, while UN and NGOs has full access to the remaining parts of the province.» Source: UNOCHA, Kapisa humanitarian profile, janvier 2014 : www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/Kapisa%20Humanitarian%20Profile%20January%202014.docx

3 Menaces et attaques de la part des talibans et d'autres groupes armés d'opposition à

l'encontre de haut-gradés de l'armée afghane et de leurs familles

Les militaires et anciens militaires, mais également les civils travaillant pour le gouvernement et les civils perçus comme associés au régime, sont considérés par les talibans, et d'autres groupes d'insurgés, comme des cibles légitimes et victimes de menaces et d'attaques régulières. UNAMA relève dans son rapport annuel 2017 (UNAMA, février 2018) que près d'un tiers des victimes civiles enregistrées dans le pays en 2017 était le résultat d'actions ciblées et délibérées de la part de groupes armés d'opposition contre des civils ou des entités civiles. Bien que les talibans se soient déclarés responsables de moins d'attaques contre des personnes civiles, le nombre d'attaques revendiquées par les talibans contre des employé-e-s civil-e-s du gouvernement a augmenté. UNAMA observe que cela est en ligne avec la politique officielle des talibans de cibler des entités gouvernementales. Un représentant de la *Commission indépendante des droits de la personne en Afghanistan* (AIHRC), cité dans un rapport préparé par la *Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR Canada)*, notait en août 2017 que les personnes dans les rangs de l'armée ou travaillant pour le gouvernement étaient perçues comme des « cibles légitimes ». Un administrateur du *Centre pour le Dialogue Humanitaire*, également cité dans le rapport, observait en juillet 2017 qu'il avait connaissance de cas de militaires ou d'anciens militaires qui avaient été pris en cible par les insurgé-e-s. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) observait en 2016 (UNCHR, 19 avril 2016) que les membres des forces de sécurité afghanes faisaient l'objet d'attaques ciblées, aussi bien pendant qu'après leur service et que les anciens militaires n'étaient pas épargnés.

Persécution réfléchie visant des membres de la famille des forces de sécurité et des fonctionnaires. Les familles des membres des forces de sécurité sont identifiées dans les principes directeurs de l'UNHCR concernant les requérants d'asile afghans du 19 avril 2016 (*UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan*) comme des cibles potentielles des talibans, soit en représailles, soit parce que celles-ci sont considérées comme « coupable par association ». Ces personnes peuvent alors subir des actes de violence, des meurtres, des enlèvements et du harcèlement. Selon une communication envoyée par courriel à l'OSAR le 17 août 2017 par *Obaid Ali*, analyste à l'AAN, les talibans ciblent également souvent les membres de la famille des fonctionnaires du gouvernement. Les plus touchés sont les membres de la famille des hauts fonctionnaires tels que directeurs de police, les gouverneurs et les procureurs généraux et les membres des conseils provinciaux. Également touchés sont les membres de la famille des militant-e-s des droits des femmes, des milices pro-gouvernementales ou d'autres institutions gouvernementales. Selon différentes sources citées par l'EASO (décembre 2017), les familles de membres des forces de sécurité ont parfois été prises pour cibles lorsque celles-ci se sont rendues aux funérailles de l'un de leurs membres.

Pas de protection offerte aux militaires par le gouvernement et capacité des talibans à retrouver des personnes. Les différentes sources consultées par *CISR Canada* ont confirmé l'absence de programmes de protection du gouvernement pour les membres de forces de sécurité afghanes quand ceux-ci ne sont pas de service ou pour les anciens membres. Il est souligné dans le même rapport que les réseaux mis en place par les talibans ainsi que les menaces et autres tactiques d'intimidation s'avèrent généralement très efficaces pour

retrouver la trace de personnes ciblées, même si celles-ci déménagent dans une autre province.

UNHCR, 19 avril 2016:

«Afghan security forces, particularly the ANP, continue to be the object of targeted campaigns. Since the withdrawal of most foreign combat forces in 2014, police bases and checkpoints have been increasingly targeted in attacks by AGEs. ANP police officers have been targeted both on duty and off duty. ALP members are also widely targeted. As ALP members are often stationed in more volatile areas, estimates suggest that their casualty rate is three times higher than that of other ANSF members. AGEs are also reported to target officers of other police forces in Afghanistan, as well as former members of the ANSF. (...)

AGEs have been reported to target family members of individuals with the above profiles, both as acts of retaliation and on a “guilty by association” basis. In particular, relatives, including women and children, of government officials and members of the ANSF have been subjected to harassment, kidnappings, violence, and killings.» Source: UNHCR, UNHCR eligibility guidelines for assessing the international protection needs of asylum-seekers in Afghanistan, 19 avril 2016, p.36-41: <http://www.refworld.org/pdfid/570f96564.pdf>.

CISR Canada, 21 août 2017:

«Dans une communication écrite envoyée à la Direction des recherches, un représentant de la Commission indépendante des droits de la personne de l'Afghanistan (Afghanistan Independent Human Rights Commission, AIHRC), une [traduction] « institution nationale des droits de la personne » en Afghanistan ayant pour but de protéger et de promouvoir les droits de la personne (AIHRC s.d.), a déclaré que les talibans perçoivent les personnes dans les rangs de l'armée ou du gouvernement comme étant [traduction] « des cibles légitimes » (AIHRC 16 août 2017). (...)

De même, dans une communication écrite envoyée à la Direction des recherches, un administrateur au Centre pour le dialogue humanitaire (Centre for Humanitarian Dialogue) [2], s'exprimant en son propre nom, a déclaré qu'ils étaient au fait d'un [traduction] « certain nombre de cas » où « des membres actuels et d'anciens membres des FSNA [Forces de sécurité nationale de l'Afghanistan] ont été pris en cible par les insurgés », sans fournir de précisions additionnelles (administrateur 27 juill. 2017). Un chercheur afghan chez Coopération pour la paix et l'unité (Cooperation for Peace and Unity, CPAU) [3], s'exprimant à titre personnel, a déclaré que [traduction] « les anciens militaires pourraient être pris en cible, s'ils vivent dans des zones contrôlées par les talibans » (chercheur afghan 16 août 2017). (...)

Le chercheur afghan chez Coopération pour la paix et l'unité a déclaré qu'il n'était [traduction] « au fait d'aucun programme de protection » mis en place par le gouvernement à l'intention des anciens militaires à l'extérieur des zones de conflit, y compris au « ministère de la Défense » (chercheur afghan 16 août 2017). L'administrateur au Centre pour le dialogue humanitaire a signalé qu'il n'était au fait d'aucun programme officiel ayant pour but [traduction] « de veiller à la sécurité des membres des FSNA », mais que,

compte tenu des risques auxquels ils sont exposés, « dans de nombreux cas, les officiers de rang subalterne et les soldats sont autorisés à porter des armes légères tandis qu'un officier de rang supérieur peut disposer d'un garde du corps » (administrateur 27 juill. 2017). Le représentant de l'AIHRC a expliqué que [traduction] « le gouvernement n'est pas dans une situation qui lui permet d'assurer une protection » aux militaires et anciens militaires à l'extérieur des zones de conflit, mais qu'« il y a quelques cas exceptionnels où des militaires ou anciens militaires se voient accorder une protection parce qu'il s'agit de personnes influentes ou bien connues ayant des connexions auprès des hauts dirigeants gouvernementaux » (AIHRC 16 août 2017).» Source : Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR Canada), Afghanistan : information sur le traitement réservé aux militaires et anciens militaires afghans par les talibans et d'autres groupes opposés au gouvernement, y compris la question de savoir s'ils sont ciblés personnellement à l'extérieur des zones de conflit actif; information indiquant si le rang, la branche ou le type de service militaire entraîne un risque plus élevé; information sur la protection accordée par l'État, y compris les programmes de protection offerts par l'armée (2012-août 2017), 21 août 2017 : <http://www.refworld.org/docid/5aa910bc7.html>.

CISR, 15 février 2015:

*« Dans une communication écrite envoyée à la Direction des recherches, un professeur, qui est le directeur du programme de la culture et des conflits à l'École navale supérieure (Naval Postgraduate School) en Californie [2] et qui, depuis trois décennies, mène et publie des travaux de recherche sur l'Afghanistan et l'Asie du Sud, a expliqué que **les talibans peuvent retrouver une personne qui déménage dans une autre région et qu'ils ont réussi à le faire, particulièrement lorsqu'ils ciblent leurs [traduction] « adversaires bien connus ou bien placés »** (professeur 13 janv. 2016). Dans une communication écrite envoyée à la Direction des recherches, un professeur adjoint à l'Institut de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme (Institute of National Security and Counterterrorism) à l'Université de Syracuse, qui a publié des articles sur la reconstruction après-conflit et le terrorisme en Afghanistan, s'est dit d'avis que **les talibans ont la capacité de retrouver des personnes grâce à des réseaux de [traduction] « communication officiels et non officiels », de façon à recueillir de l'information sur l'endroit où se trouve la personne recherchée (professeur adjoint 15 janv. 2016).** (...) »*

D'après le professeur, les talibans [traduction] « surveillent » les gens en tirant avantage du fait que les chefs de tribus et les familles savent où se trouvent les membres de leur famille ou de leur tribu (ibid.). Des sources signalent aussi que les talibans exercent des pressions sur les membres de la famille des personnes recherchées (ibid.; AAN 20 janv. 2016) et que la famille de la personne ciblée peut être punie en son absence (professeur 13 janv. 2016). D'après le professeur, en plus de se servir des liens tribaux pour retrouver une personne d'intérêt, les talibans : [traduction] peuvent exercer des pressions et imposer des mesures très sévères pour obtenir de l'information des membres de la famille de la personne recherchée. Il s'agit probablement de leur moyen le plus important de retrouver une personne : « dites-moi où il est ou nous tuerons votre famille ». De telles mesures d'intimidation s'avèrent habituellement une tactique assez efficace» (ibid.). (...)

Selon l'analyste de l'AAN, quand une personne recherchée par les talibans déménage ou retourne dans sa province d'origine, si son passé est divulgué, elle peut être la

cible d'intimidation, elle peut se faire enlever à des fins d'extorsion ou de chantage en vue de recueillir des fonds pour le commandant de district local, ou elle peut être incluse dans un échange de prisonnières ou prisonniers avec le gouvernement (AAN 20 janv. 2016). Les gens dans une telle situation ont fait l'objet d'intimidation, de menaces, de lettres de nuit et d'une taxation plus élevée par les talibans locaux (ibid.). »

Source : Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Afghanistan : information indiquant si les talibans ont la capacité de poursuivre des personnes qui ont déménagé dans une autre région; information sur leur capacité de retrouver des personnes à long terme; information sur la capacité des talibans à réaliser des assassinats ciblés (2012-janvier 2016), 15 février 2016 : <http://www.refworld.org/docid/56d7f2604.html>.

EASO, décembre 2017:

There are also reports that family members of ANSF personnel who attend the funerals of their deceased family member are targeted. Examples of such incidents include:

- *A 2016 incident when the Taliban warned that all those who participated in the funeral of a local pro-government militia commander would not be allowed back into the village in Faryab.*
- *In January 2015, a suicide bomber targeted a funeral for a deceased ALP commander in Laghman, killing 12 attendees and injuring 34 others, including three children.*
- *In December 2014, the funeral of a security official in Kapisa was attacked by a suicide bomber, killing nine attendees and injuring dozens.* Source: EASO, Afghanistan - Individuals targeted by armed actors in the conflict, décembre 2017: www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/coi-Afghanistan-targeting-conflict.pdf

UNAMA, février 2018:

«Attacks where Anti-Government Elements deliberately targeted civilians accounted for 27 per cent of the total civilian casualties recorded in Afghanistan in 2017 – mainly from suicide and complex attacks directed at civilians or civilian objects. Taliban claimed responsibility for 67 attacks deliberately targeting civilians that caused 214 civilian casualties (113 deaths and 101 injured) in 2017. Although Taliban claimed fewer attacks overall against civilians, the number of claimed attacks against civilian Government workers increased, in line with Taliban's policy of targeting Government entities.» Source: UNAMA, Afghanistan: Protection of civilians in armed conflict, Annual report 2017, février 2018, p. 37: https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2017_final_6_march.pdf.